



# Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur les établissements financiers

## (Ordonnance de la FINMA sur les établissements financiers, OEFin-FINMA)

du ...

---

*L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA),*

vu l'art. 46, al. 5, de la loi du 15 juin 2018 sur les établissements financiers (LEFin)<sup>1</sup>, vu les art. 11, 31, al. 3, 34, al. 4, 41, al. 9, 44, al. 3, 57, al. 8, et 74, al. 4, de l'ordonnance du 6 novembre 2019 sur les établissements financiers (OEFin)<sup>2</sup>, vu l'art. 5, al. 5, de l'ordonnance du 5 novembre 2014 sur les audits des marchés financiers (OA-FINMA)<sup>3</sup>,

*arrête:*

### Chapitre 1 Gestionnaires de fortune et *trustees*

**Art. 1** Exigences quant à l'assurance responsabilité civile professionnelle  
(art. 31, al. 3, OEFin)

<sup>1</sup> Les gestionnaires de fortune et les *trustees* peuvent imputer l'assurance responsabilité civile professionnelle sur les fonds propres selon l'art. 31, al. 2, OEFin, si les exigences suivantes sont remplies:

- a. l'assurance responsabilité civile professionnelle est conclue auprès d'une entreprise d'assurance assujettie conformément à la loi du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances (LSA)<sup>4</sup>;
- b. elle est conclue pour un an au moins;
- c. le délai de résiliation est de 90 jours au moins;
- d. dans le cas de polices avec principe dit de la réclamation ou principe de la survenance du dommage, la prolongation de la couverture d'assurance est de 5 ans au moins;

RS ...

- 1 RS 954.1
- 2 RS 954.11
- 3 RS 956.161
- 4 RS 961.01

...

- e. l'assurance responsabilité civile professionnelle couvre au moins les risques de responsabilité civile professionnelle liés au modèle d'affaires mentionné à l'art. 2.

<sup>2°</sup> Les risques de responsabilité civile professionnelle liés au modèle d'affaires sont couverts quand l'assurance responsabilité civile professionnelle comprend expressément les risques de responsabilité civile professionnelle selon l'art. 2 dans l'ensemble des champs d'activité et rayons géographiques définis dans les documents d'entreprise faisant foi en la matière.

<sup>3°</sup> Les exigences en matière d'assurance responsabilité civile professionnelle doivent être respectées en permanence.

## **Art. 2** Risques de responsabilité civile professionnelle à couvrir

(art. 31, al. 3, OEFin)

<sup>1°</sup> L'assurance responsabilité civile professionnelle selon l'art. 1 couvre les dommages patrimoniaux résultant d'une négligence ou d'une négligence grave lors de l'exercice de l'ensemble des activités pour lesquelles le gestionnaire de fortune ou le *trustee* est juridiquement responsable.

<sup>2°</sup> Sont notamment considérés comme risques de responsabilité civile professionnelle selon l'al. 1:

- a. les dommages patrimoniaux résultant d'une erreur de placement, en particulier à la suite d'une violation des obligations légales et contractuelles, des dispositions du contrat de gestion de fortune ou vis-à-vis du *trust*;
- b. les dommages patrimoniaux résultant de violations de leurs obligations par des collaborateurs ou d'autres personnes de confiance du gestionnaire de fortune ou du *trustee*.

## **Art. 3** Montant de couverture de l'assurance

(art. 31, al. 3, OEFin)

Peuvent être imputés sur les fonds propres, conformément à l'art. 31, al. 2, OEFin, au maximum 70 % du montant que l'assurance responsabilité civile professionnelle affecte à la couverture de tous les sinistres sur une année.

## **Art. 4** Communication des résiliations et des modifications

(art. 31, al. 3, OEFin)

Le gestionnaire de fortune ou le *trustee* informe immédiatement la FINMA de la résiliation ou de la modification de l'assurance responsabilité civile professionnelle.

## Chapitre 2 Gestionnaires de fortune collective

### Section 1 Définition et calcul des seuils de minimis

**Art. 5** Valeurs patrimoniales à prendre en compte  
(art. 34, al. 4, OEFin)

<sup>1°</sup>Le calcul des seuils des valeurs patrimoniales administrées par le gestionnaire de fortune collective tient compte des valeurs patrimoniales dont la gestion a été confiée à des tiers par le gestionnaire de fortune collective.

<sup>2°</sup>Le gestionnaire de fortune qui gère un placement collectif comprenant des parts d'autres placements collectifs gérés par ses soins ne prend en compte les valeurs patrimoniales concernées qu'une seule fois dans le calcul des seuils.

**Art. 6** Evaluation des valeurs patrimoniales des placements collectifs de capitaux administrés  
(art. 34, al. 4, OEFin)

<sup>1°</sup>Pour chaque placement collectif géré, il convient de déterminer la valeur des valeurs patrimoniales administrées en s'appuyant sur les règles d'évaluation fixées dans les prescriptions légales de l'Etat de domicile du placement collectif et, le cas échéant, dans les documents pertinents du placement collectif.

<sup>2°</sup>Le montant imputable pour l'engagement total résultant de financements par effet de levier se calcule en utilisant l'approche Commitment II selon les art. 35 à 37 de l'ordonnance de la FINMA du 27 août 2014 sur les placements collectifs<sup>5</sup>.

<sup>3°</sup>Les engagements de capital visés par l'art. 34, al. 1, let. d, OEFin résultent de la somme de tous les montants que le placement collectif ou sa direction de fonds peut exiger des investisseurs en vertu d'engagements contraignants.

<sup>4°</sup>La valeur nominale d'un placement collectif selon l'art. 34, al. 1, let. d, OEFin correspond à la somme des engagements de capital, déduction faite des remboursements déjà effectués aux investisseurs.

**Art. 7** Evaluation de la fortune de prévoyance gérée  
(art. 34, al. 4, OEFin)

<sup>1°</sup>Pour le calcul du seuil de 100 millions de francs suisses visé à l'art. 24, al. 2, let. b, LEFin, il convient de prendre en compte les valeurs patrimoniales gérées de l'ensemble des institutions de prévoyance suisses selon l'art. 34, al. 2, let. a, OEFin ainsi que celles des institutions de prévoyance étrangères correspondantes.

<sup>2°</sup>Les principes d'évaluation définis par la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>6</sup> sont déterminants pour l'évaluation des valeurs patrimoniales des institutions de prévoyance suisses.

<sup>5</sup> RS 951.312

<sup>6</sup> RS 831.40

<sup>3°</sup> Les principes d'évaluation applicables définis par l'ordre juridique de l'Etat où l'institution de prévoyance étrangère est domiciliée sont déterminants pour l'évaluation des valeurs patrimoniales des institutions de prévoyance étrangères.

<sup>4°</sup> Le calcul du seuil de 20 % des valeurs patrimoniales dans le domaine obligatoire selon l'art. 34, al. 2, let. c, OEFin, ne tient compte que des valeurs patrimoniales gérées des institutions de prévoyance suisses.

## Section 2 Gestion des risques, *compliance* et SCI

### Art. 8 Principes de gestion des risques

(art. 41, al. 9, et 57, al. 8, OEFin)

<sup>1°</sup> Les gestionnaires de fortune collective doivent disposer d'un système de contrôle interne fondé sur une analyse systématique des risques.

<sup>2°</sup> L'organe chargé de la haute direction, de la surveillance et du contrôle du gestionnaire de fortune collective s'assure, au moyen de ce système et par la surveillance de ce dernier, que tous les risques essentiels du gestionnaire de fortune collective sont adéquats et efficacement déterminés, évalués, maîtrisés et surveillés.

<sup>3°</sup> Pour déterminer la propension aux risques, l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle tient compte de la capacité de risque du gestionnaire de fortune collective.

<sup>4°</sup> Si le gestionnaire de fortune collective ne dispose pas d'un organe spécialement chargé de la haute direction, de la surveillance et du contrôle, l'organe responsable de la gestion assume les devoirs définis aux al. 2 et 3.

### Art. 9 Mise en œuvre de la gestion des risques

(art. 41, al. 9, et 57, al. 8, OEFin)

L'organe responsable de la gestion du gestionnaire de fortune collective met en place des procédures appropriées pour concrétiser les tâches de contrôle à intégrer dans les processus de travail pour contrôler les risques.

### Art. 10 Evaluation des risques d'un placement collectif de capitaux

(art. 41, al. 9, et 57, al. 8, OEFin)

<sup>1°</sup> Lors de la gestion de placements collectifs de capitaux, leur liquidité et leurs autres risques principaux doivent être évalués et documentés par le gestionnaire de fortune collective à intervalles réguliers et selon différents scénarios.

<sup>2°</sup> Il est possible de renoncer à cette évaluation régulière si la fortune nette du fonds ne s'élève pas à plus de 25 millions de francs suisses.

**Art. 11** Directives internes relatives à la gestion et au contrôle des risques  
(art. 41, al. 9, et 57, al. 8, OEFin)

<sup>1</sup> Les gestionnaires de fortune collective fixent dans des directives internes les principes de gestion et de contrôle des risques appropriés ainsi que l'organisation de la gestion et du contrôle des risques.

<sup>2</sup> Ils y incluent les risques auxquels:

- a. ils sont ou pourraient être exposés en raison de l'ensemble de leur activité;
- b. la fortune collective qu'ils gèrent et les autres fortunes gérées dans le cadre de mandats sont ou pourraient être exposées.

<sup>3</sup> Les directives internes fixent en particulier:

- a. les responsabilités au sein du gestionnaire de fortune collective;
- b. les types de risque au niveau des activités du gestionnaire de fortune collective, des fortunes collectives administrées ainsi que des fortunes gérées dans le cadre de mandats;
- c. les procédures et les systèmes servant à évaluer et à gérer tous les risques importants du gestionnaire de fortune collective et de la fortune collective, en particulier les risques de marché, de liquidité et de contrepartie;
- d. les tâches, les responsabilités et la fréquence des rapports à l'intention de l'organe chargé de la haute direction, de la surveillance et du contrôle ainsi qu'à l'intention de l'organe responsable de la gestion.

<sup>4</sup> L'établissement des directives internes et de l'organisation de la gestion des risques tient compte du genre, de l'étendue et de la complexité des opérations, des fortunes collectives gérées et des fortunes gérées dans le cadre de mandats.

<sup>5</sup> Des seuils de liquidité internes adéquats sont définis pour chaque placement collectif de capitaux.

**Art. 12** Directives internes relatives à la technique de placement et aux dérivés  
(art. 41, al. 9, et 57, al. 8, OEFin)

<sup>1</sup> L'utilisation de techniques de placement et de dérivés doit être définie dans des directives internes et faire l'objet de vérifications périodiques.

<sup>2</sup> Pour l'utilisation de dérivés, les directives internes règlent les aspects suivants en tenant compte de la structure et des risques du gestionnaire de fortune collective:

- a. la politique de risques:
  1. les dérivés qui peuvent être utilisés,
  2. les exigences quant aux contreparties,
  3. les exigences quant à la liquidité des marchés,
  4. les exigences quant à la représentativité et à la corrélation, lors de l'utilisation de produits sur indice;
- b. le contrôle des risques:

1. la détermination, l'évaluation et la surveillance des risques,
  2. les compétences et les limites,
  3. la procédure de mesure des risques,
  4. la procédure d'escalade en cas de dépassement des limites;
- c. l'exécution et l'évaluation:
1. la documentation des opérations,
  2. les modèles d'évaluation à utiliser,
  3. les données et les fournisseurs de données à utiliser.

<sup>2</sup> Si l'approche par un modèle est utilisée, les directives internes sur le contrôle des risques règlent aussi les aspects suivants:

- a. la méthode de vérification des modèles de mesure des risques, notamment la *Value-at-Risk* (VaR);
- b. la procédure d'escalade et les mesures à prendre en cas de résultats insuffisants des tests de vérification;
- c. la composition des portefeuilles comparatifs ainsi que leurs modifications et la surveillance du processus de détermination du portefeuille comparatif;
- d. les simulations de crise.

**Art. 13**           Autres obligations liées à la gestion des risques

(art. 41, al. 9, et 57, al. 8, OEFin)

<sup>1</sup> Les gestionnaires de fortune collective vérifient régulièrement l'adéquation et l'efficacité des principes de gestion des risques ainsi que des procédures et des systèmes, et les développent en conséquence.

<sup>2</sup> Ils rendent compte à l'organe chargé de la haute direction, de la surveillance et du contrôle et à l'organe responsable de la gestion du respect des principes de gestion des risques et des procédures définies ainsi que de l'adéquation et de l'efficacité des mesures prises pour remédier aux éventuels points faibles du processus de gestion des risques.

<sup>3</sup> L'utilisation de techniques de placement et de dérivés ainsi que la gestion des sûretés et les risques en découlant doivent être inclus de façon adéquate dans la gestion des risques des placements collectifs gérés et des valeurs patrimoniales d'institutions de prévoyance.

**Art. 14**           Contrôle des risques

(art. 41, al. 9, et 57, al. 8, OEFin)

<sup>1</sup> Les gestionnaires de fortune collective disposent du personnel suffisamment qualifié techniquement pour réaliser le contrôle des risques.

<sup>2</sup> Les personnes responsables du contrôle des risques déterminent, évaluent et surveillent:

- a. les risques pris par le gestionnaire de fortune collective;

- b. les risques de chaque position individuelle des placements collectifs gérés ainsi que leur risque total;
- c. les risques de chaque position individuelle des valeurs patrimoniales gérées par des institutions de prévoyance ainsi que leur risque total; et
- d. les risques des éventuels autres mandats de gestion.

<sup>3</sup> Le contrôle des risques doit être séparé, de manière fonctionnelle et hiérarchique, des activités opérationnelles, en particulier des activités liées aux décisions d'investissement (gestion de portefeuille). Il doit pouvoir agir en toute indépendance.

### Section 3 Assurance responsabilité civile professionnelle

#### **Art. 15** Exigences (art. 44, al. 3, OEFin)

<sup>1</sup> L'assurance responsabilité civile professionnelle des gestionnaires de fortune collective prévue à l'art. 44, al. 2, let. b, OEFin doit remplir les exigences suivantes:

- a. elle est conclue auprès d'une entreprise d'assurance assujettie selon la LSA<sup>7</sup>;
- b. elle est conclue pour un an au moins;
- c. le délai de résiliation est de 90 jours au moins;
- d. dans le cas de polices avec principe dit de la réclamation ou principe de la survenance du dommage, la prolongation de la couverture d'assurance est de 5 ans au moins;
- e. l'assurance couvre au moins: les risques de responsabilité civile professionnelle d'après l'art. 12.

<sup>2</sup> La couverture d'assurance comprend:

- a. pour une prétention individuelle: au moins 2 % de la fortune totale de la fortune collective gérée par le gestionnaire de fortune collective;
- b. pour l'ensemble des prétentions sur un an: au moins 3 % de la fortune totale de la fortune collective gérée par le gestionnaire de fortune collective.

<sup>3</sup> Le niveau de la couverture d'assurance visée à l'al. 3 doit être calculé au jour de référence annuel sur la base de la fortune totale des institutions de prévoyance ou des placements collectifs de capitaux gérés par le gestionnaire de fortune collective.

<sup>4</sup> Les exigences en matière d'assurance responsabilité civile professionnelle doivent être respectées en permanence.

#### **Art. 16** Communication des résiliations et des modifications (art. 44, al. 3, OEFin)

Le gestionnaire de fortune collective informe immédiatement la FINMA de la résiliation ou de la modification de l'assurance responsabilité civile professionnelle.

**Art. 17** Risques de responsabilité civile professionnelle

(art. 44, al. 3, OEFin)

<sup>1</sup> L'assurance responsabilité civile professionnelle selon l'art. 44, al. 2, let. b, OEFin doit couvrir les dommages patrimoniaux causés à la suite d'une négligence ou d'une négligence grave dans l'ensemble des activités pour lesquelles le gestionnaire de fortune collective est juridiquement responsable.

<sup>2</sup> Sont notamment considérés comme risques de responsabilité civile professionnelle selon l'al. 1:

- a. les dommages patrimoniaux résultant d'une erreur de placement, en particulier à la suite d'une violation des obligations légales et contractuelles, des dispositions du contrat de gestion de fortune concernant la fortune collective, le contrat de fonds, les statuts des placements collectifs ou le règlement de l'institution de prévoyance;
- b. les dommages patrimoniaux résultant de violations de leurs obligations par des collaborateurs du gestionnaire de fortune collective.

**Chapitre 3 Directions de fonds****Art. 18**

(art. 57, al. 8, OEFin)

Les art. 8 à 14 s'appliquent par analogie aux directions de fonds.

**Chapitre 4 Audit prudentiel et audit des comptes annuels pour les gestionnaires de fortune collective et les directions de fonds****Art. 19** Répartition entre audit des comptes annuels et audit prudentiel

(art. 5, al. 5, OA-FINMA)

Les audits sont subdivisés en audit des comptes annuels et audit prudentiel.

**Art. 20** Révision des comptes annuels

(art. 5, al. 5, OA-FINMA)

La révision des comptes annuels de la direction de fonds et des gestionnaires de fortune collective est régie par les art. 728 ss du code des obligations<sup>8</sup> (CO).

**Art. 21** Audit prudentiel

(art. 5, al. 5, OA-FINMA)

L'audit prudentiel comprend le contrôle du respect du droit de la surveillance applicable par les gestionnaires de fortune collective et les directions de fonds visés à l'art. 2, al. 1, let. c et d, LEFin, en tenant compte des placements collectifs.



**Art. 22** Rappports sur l'audit prudentiel et l'audit des comptes annuels  
(art. 5, al. 5, OA-FINMA)

<sup>1</sup> La société d'audit établit:

- a. des rapports d'audit portant sur l'audit prudentiel des directions de fonds et des gestionnaires de fortune collective ainsi que les placements collectifs (audit prudentiel);
- b. des rapports d'audit portant sur la révision des comptes annuels selon l'art. 63, al. 1, let. b, LÉFin (audit des comptes annuels).

<sup>2</sup> Les rapports d'audit de la direction de fonds englobent également les fonds de placement qu'elle administre.

<sup>3</sup> L'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle doit prendre connaissance du rapport d'audit prudentiel et documenter cette prise de connaissance.

<sup>4</sup> Les dispositions applicables à l'audit ordinaire selon le CO<sup>9</sup> s'appliquent par analogie au rapport d'audit des comptes annuels.

## **Chapitre 5 Justificatif des fonds propres des maisons de titres qui n'administrent pas elles-mêmes de compte**

**Art. 23**

(art. 46 LÉFin)

<sup>1</sup> Les maisons de titres qui n'administrent pas elles-mêmes de compte selon l'art. 44, al. 1, let. a, LÉFin doivent prouver trimestriellement à la FINMA qu'elles disposent des fonds propres adéquats.

<sup>2</sup> Le justificatif des fonds propres sur une base consolidée est présenté semestriellement.

<sup>3</sup> Les justificatifs doivent être transmis dans un délai de six semaines à compter de la fin du trimestre ou du semestre.

## **Chapitre 6 Forme de l'envoi**

**Art. 24**

(art. 11, al. 1, OÉFin)

<sup>1</sup> Les établissements financiers transmettent les documents selon l'art. 11, al. 1, OÉFin sous format électronique. Ils utilisent pour ce faire les modèles mis à disposition par la FINMA.

<sup>2</sup> La FINMA peut octroyer des dérogations à l'envoi électronique.

## **Chapitre 7 Dispositions finales**

### **Art. 25**            Modification d'autres actes

La modification d'autres actes est réglée en annexe.

### **Art. 26**            Disposition transitoire

Les gestionnaires de fortune collective et les directions de fonds qui disposent d'une autorisation pour l'exercice de leurs activités à la date de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance doivent remplir les exigences posées par la présente ordonnance dans l'année suivant son entrée en vigueur.

### **Art. 27**            Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le ... 2020.

...

Autorité fédérale de surveillance des  
marchés financiers

Le président: Thomas Bauer

## Modification d'autres actes

Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

### 1. Ordonnance de la FINMA du 27 août 2014 sur les placements collectifs<sup>10</sup>

*Titre de section avant l'art. 66*

#### **Titre 2 Instituts**

##### **Chapitre 1**

#### **Obligations pour le représentant de placements collectifs étrangers**

(art. 128a, al. 2, et 131 ss, OPCC<sup>11</sup>)

*Art. 66* Obligations de publication

<sup>1</sup> Le représentant des placements collectifs étrangers publie les prix d'émission et de rachat des parts ainsi que, le cas échéant, la valeur d'inventaire avec la mention «commissions non comprises», conjointement lors de chaque émission et de chaque rachat mais au moins deux fois par mois dans les organes de publication désignés dans le prospectus.

<sup>2</sup> Pour les placements collectifs dont le droit au rachat en tout temps a été restreint au sens de l'art. 109, al. 3, de l'ordonnance du 22 novembre 2006 sur les placements collectifs (OPCC)<sup>12</sup>, les publications visées à l'al. 1 doivent être effectuées au moins une fois par mois. Les semaines et les jours durant lesquels les publications sont effectuées doivent être indiqués dans le prospectus.

<sup>3</sup> Si des documents sont modifiés, la communication y relative adressée aux investisseurs dans le pays d'origine des placements collectifs étrangers est publiée simultanément en Suisse.

*Insérer après l'art. 66 et avant le titre de section du chapitre 2*

*Art. 66a* Obligations d'annoncer

<sup>1</sup> Le représentant de placements collectifs étrangers informe immédiatement la FINMA notamment:

- a. lorsque des placements collectifs de capitaux ou des compartiments sont regroupés ou liquidés, ou lorsque leur forme juridique est modifiée;

<sup>10</sup> RS 951.312

<sup>11</sup> RS 951.311

<sup>12</sup> RS 951.311

- b. lorsqu'un placement collectif de capitaux ou un compartiment n'est pas lancé ou que l'offre n'a pas été acceptée en Suisse ou y a été suspendue;
- c. lorsque le remboursement des parts d'un placement collectif étranger qu'il représente est suspendu ou lorsque la société de gestion de fortune a décidé d'une réduction proportionnelle des demandes de rachat (*gating*);
- d. lorsqu'une autorité de surveillance étrangère prononce des mesures contre le placement collectif, notamment lorsqu'elle retire l'autorisation.

2 En cas de changement du service de paiement ou de dissolution des contrats de représentation, l'approbation de la FINMA pour mettre un terme au mandat est demandée au préalable (art. 120, al. 2<sup>bis</sup>, LPCC).

#### *Art. 67*

Pour la gestion des risques et le contrôle des risques, les art. 8 à 11 de l'ordonnance du ... de la FINMA sur les établissements financiers<sup>13</sup> s'appliquent par analogie pour les SICAV.

#### *Art. 68–71*

*Abrogés*

#### *Titre de section avant l'art. 72*

### **Chapitre 3 SICAV**

(art. 33, al. 1, OPCC<sup>14</sup>)

#### *Art. 72*

La SICAV autogérée veille à ce que l'évaluation des placements soit séparée, du point de vue fonctionnel et du personnel, des activités liées aux décisions d'investissement (gestion de portefeuille).

#### *Titres de section après les art. 72 et 74, art. 73 à 76*

*Abrogés*

<sup>13</sup> RS ...

<sup>14</sup> RS **951.311**

*Art. 81, titre*

## Compartiments et classes de parts

(art. 92 à 94 LPCC et 112 OPCC<sup>15</sup>)*Art. 86*

## Fonds immobiliers

(art. 88 et 90 LPCC)

Les terrains constructibles et les immeubles en construction sont inscrits dans le compte de fortune à leur valeur vénale. La direction de fonds ou la SICAV procède à l'estimation des immeubles en construction, lesquels figurent à la valeur vénale, à la clôture de l'exercice comptable.

*Art. 107**Abrogé**Art. 110*

## Répartition en audit des comptes annuels, audit prudentiel et étendue des audits

(art. 126 LPCC et 24 LFINMA<sup>16</sup>)

Les audits sont subdivisés en audit des comptes annuels et audit prudentiel.

*Art. 111, al. 2*

<sup>2</sup>La révision des comptes annuels de l'associé indéfiniment responsable d'une société en commandite de placements collectifs ainsi que du représentant de placements collectifs étrangers est régie par les art. 728 ss CO<sup>17</sup>.

*Art. 112, titre, al. 1 et 3*

## Audit prudentiel

(art. 126, al. 1 à 3, LPCC, 24 LFINMA<sup>18</sup> et 2 à 8 OA-FINMA<sup>19</sup>)

<sup>1</sup>L'audit prudentiel comprend le contrôle du respect du droit de la surveillance applicable par les titulaires d'une autorisation selon l'art. 13, al. 2, let. b à d et h, LPCC, en tenant compte des placements collectifs.

<sup>3</sup>L'audit prudentiel concernant les placements collectifs comprend également l'examen du prospectus et de la feuille d'information de base.

<sup>15</sup> RS **951.311**

<sup>16</sup> Loi du 22 juin 2007 sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (RS **956.1**)

<sup>17</sup> RS **220**

<sup>18</sup> RS **956.1**

<sup>19</sup> RS **956.161**

*Art. 114, titre, al. 1 et 2*

**Rapport d'audit prudentiel**

(art. 126, al. 1 à 3, LPCC, 24 LFINMA<sup>20</sup> et 9 à 12 OA-FINMA<sup>21</sup>)

<sup>1</sup> La société d'audit établit le rapport concernant l'audit prudentiel.

<sup>2</sup> Pour la direction de fonds, le rapport porte également sur les fonds de placement qu'elle gère.

*Titre de section après l'art. 116*

**Titre 4a Envoi électronique**

(art. 142 OPCC<sup>22</sup>)

*Insérer l'art. 116a après le titre de section du titre 4a*

*Art. 116a*

<sup>1</sup> Les établissements financiers transmettent les documents mentionnés à l'art. 142, al. 1, OPCC<sup>23</sup> sous format électronique. Ils utilisent pour ce faire les modèles mis à disposition par la FINMA.

<sup>2</sup> La FINMA peut octroyer des dérogations à l'envoi électronique.

*Art. 118*

*Abrogé*

*Annexe 3 ch. 3.6.8 à 3.6.11*

3.6.8 Rendement du capital investi

3.6.9 Agio ou disagio

3.6.10 Performance

3.6.11 Rendement du placement

**2. Ordonnance de la FINMA du 6 décembre 2012 sur la faillite de placements collectifs<sup>24</sup>**

*Préambule*

vu l'art. 138, al. 3, de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (LPCC)<sup>25</sup> et l'art. 67, al. 1, de la loi du 15 juin 2018 sur les établissements financiers

<sup>20</sup> RS 956.1

<sup>21</sup> RS 956.161

<sup>22</sup> RS 951.311

<sup>23</sup> RS 951.311

<sup>24</sup> RS 951.315.2

(LEFin)<sup>26</sup>, en relation avec les art. 28, al. 2, et 34, al. 3, de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>27</sup>,

*Art. 1*

La présente ordonnance précise la procédure de faillite selon les art. 137 à 138c LPCC et l'art. 67, al. 1, LEFin s'appliquant aux titulaires d'une autorisation visés à l'art. 2.

*Art. 2, let. a, e et f*

La présente ordonnance s'applique aux institutions et personnes suivantes (titulaires de l'autorisation):

- a. les directions de fonds selon l'art. 2, al. 1, let. d, LEFin;
- e. *abrogé*;
- f. toute personne physique ou morale qui opère sans l'autorisation requise selon l'art. 13, al. 2, let. b à d, LPCC.

*Art. 5, al. 1*

<sup>1</sup> Quiconque rend vraisemblable qu'il est directement touché dans ses propres intérêts pécuniaires par la faillite peut consulter les pièces concernant cette faillite; le secret professionnel au sens de l'art. 69 LEFin doit être préservé autant que possible.

*Art. 22, 40 al. 2 et 41*

*Abrogés*

### **3. Ordonnance de la FINMA du 30 août 2012 sur l'insolvabilité bancaire<sup>28</sup>**

*Remplacement d'une expression*

*Dans tout l'acte, «négociant en valeurs mobilières» est remplacé par «maison de titres», en procédant aux ajustements grammaticaux nécessaires.*

*Préambule*

vu les art. 28, al. 2, et 34, al. 3, de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>29</sup>, vu l'art. 67 de la loi du 15 juin 2018 sur les établissements financiers (LEFin)<sup>30</sup>, vu l'art. 42 de la loi du 25 juin 1930 sur l'émission de lettres de gage (LLG)<sup>31</sup>,

<sup>25</sup> RS **951.31**

<sup>26</sup> RS **954.1**

<sup>27</sup> RS **952.0**

<sup>28</sup> RS **952.05**

<sup>29</sup> RS **952.0**

*Art. 2, al. 1, phrase introductive et let. b*

Au sens de la présente ordonnance, on entend par banques:

- b. les maisons de titres au sens de la LEFin;

*Art. 5, al. 1*

<sup>1</sup> Quiconque rend vraisemblable qu'il est directement touché dans ses propres intérêts pécuniaires par l'assainissement ou la faillite peut consulter les pièces concernant cet assainissement ou cette faillite; le secret professionnel au sens des art. 47 LB et 69 LEFin doit être préservé autant que possible.

#### **4. Ordonnance de la FINMA du 3 juin 2015 sur le blanchiment d'argent<sup>32</sup>**

*Remplacement d'expressions*

<sup>1</sup> Dans tout l'acte, «gestionnaire de fortune au sens de la LPCC» est remplacé par «gestionnaire de fortune collective», en procédant aux ajustements grammaticaux nécessaires.

<sup>2</sup> Dans tout l'acte, «IFDS» est remplacé par «intermédiaire financier», en procédant aux ajustements grammaticaux nécessaires.

<sup>3</sup> Dans tout l'acte, «négociant en valeurs mobilières» est remplacé par «maison de titres», en procédant aux ajustements grammaticaux nécessaires.

*Préambule*

vu l'art. 17 de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent (LBA)<sup>33</sup>,

*Art. 2, let. h*

Au sens de la présente ordonnance, on entend par:

- h. *gestionnaires de fortune collective*: les gestionnaires de fortune collective selon la loi du 15 juin 2018 sur les établissements financiers (LEFin)<sup>34</sup> au sens de l'art. 2, al. 2, let. b<sup>bis</sup>, LBA.

*Art. 3, al. 1*

<sup>1</sup> La présente ordonnance s'applique aux intermédiaires financiers au sens de l'art. 2, al. 2, let. a à d, LBA.

<sup>30</sup> RS 954.1

<sup>31</sup> RS 211.423.4

<sup>32</sup> RS 955.033.0

<sup>33</sup> RS 955.0

<sup>34</sup> RS 954.1



*Art. 4**Abrogé**Art. 11, al. 1, let. d, al. 4<sup>bis</sup>*

<sup>1</sup> En cas de relations d'affaires durables avec des cocontractants dans le domaine des moyens de paiement pour le trafic des paiements sans numéraire qui servent exclusivement au paiement sans numéraire de biens et services, l'intermédiaire financier peut renoncer à se plier aux obligations de diligence:

*d. Abrogé*

<sup>4bis</sup> L'intermédiaire financier peut renoncer à se plier aux obligations de diligence s'il s'agit d'un leasing financier et si les redevances dues chaque année, taxe sur la valeur ajoutée incluse, n'excèdent pas 5000 francs.

*Art. 12, titre et al. 4*

## Obligations de diligence simplifiées

<sup>4</sup> En cas d'octroi de crédits à la consommation, il n'est pas nécessaire, pour les relations d'affaires ouvertes par voie de correspondance, d'obtenir d'attestation d'authenticité pour les copies des documents d'identification, si la somme du crédit n'excède pas 25 000 francs et:

- a. qu'elle est versée sur un compte existant de l'emprunteur;
- b. qu'elle est créditée sur un tel compte;
- c. qu'elle prend la forme d'un découvert bancaire sur un tel compte, ou
- d. que, dans le cas d'une cession, ladite somme est directement transférée à un vendeur de marchandises sur la base d'un ordre de paiement transmis par l'emprunteur.

*Art. 13, al. 5*

<sup>5</sup> Les relations d'affaires selon les al. 3, let. a, b et d, et 4 doivent être considérées comme des relations d'affaires comportant des risques accrus, indépendamment de savoir si les personnes impliquées agissent en qualité:

*Art. 20, al. 5*

<sup>5</sup> La FINMA peut exiger d'une institution d'assurance, d'une direction de fonds, d'une société d'investissement au sens de la LPCC, d'un gestionnaire de fortune collective, d'une personne au sens de l'art. 1b LB<sup>35</sup> ou d'un intermédiaire financier selon l'art. 2, al. 2, let. a<sup>bis</sup>, LBA qu'ils introduisent un système de surveillance informatisé des transactions lorsque cela s'avère nécessaire pour l'efficacité de la surveillance.

*Art. 22, al. 1, let. e*

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier établit, organise et conserve sa documentation de manière à ce que l'une des autorités ou personnes suivantes puisse se faire dans un délai raisonnable une opinion fiable sur le respect des obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme:

- e. l'organisme de surveillance.

*Art. 34, al. 1*

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier informe la FINMA ou l'organisme de surveillance des communications adressées au bureau de communication qui concernent des relations d'affaires comportant d'importantes valeurs patrimoniales. En particulier, il informe la FINMA ou l'organisme de surveillance lorsqu'il y a lieu de penser, au vu des circonstances, que l'affaire ayant entraîné la communication aura des conséquences sur la réputation de l'intermédiaire financier ou sur celle de la place financière.

*Art. 39, al. 1, let. c et al. 2*

<sup>1</sup> En application de l'art. 22, l'intermédiaire financier organise sa documentation de façon à être notamment en mesure d'indiquer dans un délai raisonnable qui est le donneur d'ordre d'un ordre de virement sortant et si une entreprise ou une personne:

- c. dispose d'une procuration durable sur un compte ou un dépôt, dans la mesure où le cocontractant n'est pas une personne morale notoirement connue, une société de personnes ou une autorité.

<sup>2</sup> Le cocontractant est réputé notoirement connu lorsqu'il est une société ouverte au public ou lorsqu'il est lié directement ou indirectement à une telle société.

*Art. 42, al. 1*

<sup>1</sup> Les obligations de diligence des institutions d'assurance sont régies par les dispositions du Règlement du 7 juin 2019 de l'organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances pour la lutte contre le blanchiment d'argent<sup>36</sup>.

<sup>36</sup> Le règlement peut être consulté gratuitement sur le site de l'organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances pour la lutte contre le blanchiment d'argent: [www.sro-svv.ch](http://www.sro-svv.ch)

*Titre de section après l'art. 43*

## **Titre 5**

### **Dispositions spéciales applicables aux intermédiaires financiers selon l'art. 2, al. 2, let. a<sup>bis</sup>, LBA et aux personnes au sens de l'art. 1b LB**

#### **Chapitre 1 Vérification de l'identité du cocontractant (art. 3 LBA)**

##### *Art. 51a Opérations avec des monnaies virtuelles*

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier doit vérifier l'identité du cocontractant lorsqu'une ou plusieurs transactions en monnaies virtuelles paraissant liées entre elles atteignent ou excèdent la somme de 1000 francs pour autant que ces transactions ne constituent pas de transmission de fonds ou de valeurs et qu'aucune relation d'affaires durable ne soit liée à ces opérations.

<sup>2</sup> Il peut renoncer à vérifier l'identité du cocontractant s'il a déjà exécuté pour le même cocontractant d'autres opérations au sens de l'al. 1 et d'après l'art. 52 et s'il s'est assuré que le cocontractant est la même personne que celle dont l'identité a été vérifiée pour la première transaction.

<sup>3</sup> Il doit dans tous les cas vérifier l'identité du cocontractant en présence d'indices de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme.

##### *Art. 65, al. 1, let. a et b*

<sup>1</sup> Il n'est pas nécessaire de demander une déclaration relative à l'ayant droit économique lorsque le cocontractant est:

- a. un intermédiaire financier au sens de l'art. 2, al. 2, let. a et b à d, LBA dont le domicile ou le siège est en Suisse;
- b. un intermédiaire financier qui exerce une activité mentionnée à l'art. 2, al. 2, let. a et b à d, LBA et dont le domicile ou le siège est à l'étranger, s'il est assujéti à une surveillance et à une réglementation équivalentes;

##### *Art. 65a Assurance-vie avec gestion séparée du compte ou du dépôt (insurance wrapper)*

<sup>1</sup> Pour une assurance-vie, l'intermédiaire financier doit obtenir de son cocontractant une déclaration concernant le preneur d'assurance et, s'il ne s'agit pas de la même personne, concernant le payeur effectif des primes,

- a. si les valeurs patrimoniales apportées dans l'assurance proviennent d'une relation contractuelle immédiatement préexistante entre l'intermédiaire financier et le preneur d'assurance ou le payeur effectif des primes, ou d'une relation contractuelle dans le cadre de laquelle il était l'ayant droit économique;
- b. si le preneur d'assurance ou le payeur effectif des primes dispose d'une pro-curation ou d'un droit d'information sur le dépôt;

- c. si les valeurs patrimoniales apportées dans l'assurance sont gérées selon une stratégie de placement convenue entre l'intermédiaire financier et le preneur d'assurance ou le payeur effectif des primes, ou
- d. si l'entreprise d'assurance ne confirme pas que le produit d'assurance répond aux exigences posées à une assurance-vie dans le pays de domicile ou d'imposition du preneur d'assurance, y compris s'agissant des prescriptions concernant les risques biométriques.

<sup>2</sup> Si l'intermédiaire financier ouvre une relation sur la base d'une confirmation de l'entreprise d'assurance selon laquelle aucun des cas mentionnés à l'al. 1 n'est donné, la confirmation de l'entreprise d'assurance doit aussi contenir une description des caractéristiques du produit d'assurance concernant les points visés par l'al. 1, let. a à d.

<sup>3</sup> Si l'intermédiaire financier constate pendant la durée de la relation commerciale que le preneur d'assurance ou le payeur effectif des primes peut influencer directement ou indirectement les décisions individuelles de placement d'une autre manière, le preneur d'assurance ou le payeur effectif des primes doit être défini par écrit.

#### *Art. 75* Service spécialisé de lutte contre le blanchiment d'argent pour les intermédiaires financiers

<sup>1</sup> Le service spécialisé de lutte contre le blanchiment d'argent d'un intermédiaire financier ne doit satisfaire qu'aux exigences décrites à l'art. 24 si l'intermédiaire financier:

- a. se caractérise par une taille d'entreprise de cinq postes à plein temps ou moins ou affiche un produit brut annuel inférieur à 2 millions de francs;
- b. dispose d'un modèle d'affaires sans risques accrus.

<sup>2</sup> Lorsque cela est nécessaire dans le cadre de la surveillance du respect des obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la FINMA peut exiger d'un intermédiaire financier remplissant les exigences de l'al. 1 que son service spécialisé de lutte contre le blanchiment d'argent satisfasse également aux exigences décrites à l'art. 25.

<sup>3</sup> Les seuils de l'al. 1 let. a doivent être atteints durant deux des trois exercices précédents ou être prévus dans la planification commerciale.

#### *Art. 76*

*Abrogé*

#### *Art. 78a* Dispositions transitoires concernant la modification du ...

<sup>1</sup> Pour les intermédiaires financiers selon l'art. 2, al. 2, let. a<sup>bis</sup>, LBA, la présente ordonnance s'applique à partir du moment où l'autorisation selon l'art. 74, al. 2, LEFin<sup>37</sup> leur a été octroyée.

<sup>37</sup> RS 954.1

<sup>2</sup> Les dispositions de l'art. 65a s'appliquent pour les relations d'affaires qui ont été contractées à partir du .... 2020.

## **5. Ordonnance de la FINMA du 3 décembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>38</sup>**

*Remplacement d'une expression*

*Dans tout l'acte, «négociant en valeurs mobilières» est remplacé par «maison de titres», en procédant aux ajustements grammaticaux nécessaires.*

*Préambule*

vu l'art. 51, al. 2, de la loi du 15 juin 2018 sur les établissements financiers (LEFin)<sup>39</sup>, vu l'art. 74, al. 4, de l'ordonnance du 6 novembre 2019 sur les établissements financiers (OEFin)<sup>40</sup>, vu les art. 39, al. 2, 101, al. 1 et 2, 123, al. 1 et 2, ainsi que 135, al. 4, de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)<sup>41</sup>, vu l'art. 36, al. 4, de l'ordonnance du 25 novembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (OIMF)<sup>42</sup>,

*Titre de section avant l'art. 1*

### **Chapitre 1 Obligation d'enregistrer et de tenir un journal**

(art. 74, al. 4, OEFin et 36, al. 4, OIMF)

*Art. 1, al. 1*

<sup>1</sup> Les maisons de titres au sens de la LEFin et les participants admis sur une plate-forme de négociation tiennent un journal dans lequel ils enregistrent les ordres reçus ainsi que les transactions effectuées qui doivent être enregistrés au sens des art. 74 OEFin et 36 OIMF, et ce, que ces valeurs mobilières ou dérivés soient négociés sur une plate-forme ou non. Le journal peut également être composé de plusieurs journaux partiels.

38 RS 958.111

39 RS 954.1

40 RS 954.11

41 RS 958.1

42 RS 958.11

*Titre de section avant l'art. 2***Chapitre 2 Obligation de déclarer**

(art. 51 LEFin et 39 LIMF)

**Art. 2** Transactions devant être déclarées

Les maisons de titres au sens de la LEFin et les participants admis sur une plateforme de négociation doivent déclarer au destinataire visé à l'art. 5 toutes les transactions au sens des art. 75 OEFin et 37 OIMF.

**Art. 3, let. a et k**

La déclaration doit contenir les informations suivantes:

- a. l'identité de la maison de titres selon la LEFin ou du participant admis sur une plateforme de négociation soumis à l'obligation de déclarer les transactions;
- k. une référence standardisée pour les opérations de client, qui permet de vérifier l'identité de l'ayant droit économique de l'opération (art. 37, al. 1, let. d, OIMF et art. 75, al. 1, let. d, OEFin).

**Art. 5, al. 3**

<sup>3</sup> Une transaction portant sur des dérivés selon les art. 75, al. 2, OEFin et 37, al. 2, OIMF doit être déclarée à la plateforme de négociation auprès de laquelle le sous-jacent est admis au négoce. Si le dérivé a plusieurs valeurs mobilières comme sous-jacents, la déclaration doit être adressée au choix à la plateforme de négociation auprès de laquelle l'un des sous-jacents est admis au négoce.

**Art. 16, al. 1, let. c**

<sup>1</sup> Une obligation de déclarer existe également en particulier quand l'un des seuils définis par l'art. 120, al. 1, LIMF est atteint ou franchi à la hausse ou à la baisse:

- c. parce que des titres de participation sont achetés ou vendus pour des portefeuilles collectifs internes des banques au sens de l'art. 71 de la loi du 15 juin 2018 sur les services financiers (LSFin)<sup>43</sup>;

**Art. 18, al. 1, 3 et 4**

<sup>1</sup> Les titulaires d'une autorisation (art. 32 LEFin, art. 13, al. 2, let. a à d, LPCC et art. 15 en relation avec l'art. 120, al. 1, LPCC) sont tenus de déclarer au sens de l'art. 120, al. 1, LIMF les participations des placements collectifs de capitaux autorisés en vertu de la LPCC<sup>44</sup>.

<sup>3</sup> Dans le cas des placements collectifs de capitaux étrangers non autorisés à la distribution qui ne dépendent pas d'un groupe, les obligations de déclarer selon

<sup>43</sup> RS 951.31

<sup>44</sup> RS 950.1

l'art. 120, al. 1, LIMF doivent être satisfaites par la direction du fonds ou la société. L'al. 2 s'applique à l'obligation de déclarer.

<sup>4</sup> Dans le cas des placements collectifs de capitaux étrangers non autorisés à la distribution qui dépendent d'un groupe, les obligations de déclarer selon l'art. 120, al. 1, LIMF sont remplies par le groupe.

*Art. 19, al. 1, phrase introductive et al. 3*

<sup>1</sup> Les banques et les maisons de titres selon la LFin peuvent, lors du calcul des positions d'acquisition (art. 14, al. 1, let. a) et des positions d'aliénation (art. 14, al. 1, let. b), ne pas prendre en compte les titres de participation ou les dérivés de participation:

<sup>3</sup> Les titres de participation pour des portefeuilles collectifs internes des banques au sens de l'art. 71 LFin doivent être ajoutés aux titres détenus par la banque ou le négociant en valeurs mobilières pour son propre compte.

*Art. 40, al. 1, let. b*

<sup>1</sup> Il n'y a pas d'obligation de présenter une offre dans les cas suivants:

- b. des banques ou des maisons de titres selon la LFin, seuls ou sous forme de syndicat, prennent ferme des titres de participation lors d'une émission et s'engagent à revendre le nombre de titres de participation dépassant le seuil dans les trois mois suivant son dépassement, si cette revente a effectivement lieu dans le délai.